

Dönschdeg, den 23. September 2008
61. Joërgang – N° 185

L e t z e b u e r g e r

60^{Joër}

Journal

Politik, Finanzen a Gesellschaft



Qualitätssicherung und Normierung

**Staatliches
„lean management“**

Finanzjournal 13

LSAP

**Nun auch für
getrennte Listen**

Politik 2

Chambre de Commerce

**Budget de l'Etat:
mieux dépenser**

Politik 3



La Chambre de Commerce réclame une budgétisation basée sur les performances

4,5 milliards d'euros d'économies en théorie

Alors que le Gouvernement planche sur la composition du budget de l'Etat 2009 qu'il compte remettre à la Chambre des Députés le 1er octobre prochain, la Chambre de Commerce a présenté hier quelques suggestions pour une budgétisation basée sur les performances. «Il ne s'agit pas forcément de moins dépenser, mais de mieux dépenser», a précisé d'emblée le président de la Chambre professionnelle, Pierre Gramagna, «nous voulons simplement contribuer au débat».

Un débat sur la structuration des dépenses publiques qu'il ne faut d'ailleurs plus entamer: rappelons qu'en 2005 déjà, Roger Negri, le rapporteur socialiste de la plus importante loi de l'année avait suggéré de s'intéresser à la loi organique relative aux lois des finances française qui préconise une structuration des dépenses publiques selon des missions, programmes et actions, donc une orientation «objectifs». Jusqu'ici, la réflexion dans cette direction n'a semble-t-il pas été poussée plus avant.

De la marge pour alimenter un fonds souverain

La Chambre de Commerce a passé en revue les dépenses dans les dix principaux domaines d'activité des pouvoirs publics luxembourgeois en les comparant à celles effectuées par une vingtaine d'autres pays. Les spécialistes en viennent à conclure que les dépenses publiques exprimés en montants absolus et par résident sont nettement plus élevés au Grand-Duché que dans les Etats comparés. Et cela même après déduction des transferts sociaux à l'étranger (phénomène des frontaliers) et neutralisation des disparités de prix entre le Luxembourg et ses pays voisins.

Des constats qui suggèreraient d'importants «gisements d'efficience» au niveau des finances publiques que la Chambre de Commerce estime théoriquement à pas moins de 4,5 milliards d'euros, soit 13% du

PIB luxembourgeois de 2006. Ou environ un tiers des dépenses annuelles des administrations publiques! De l'argent du contribuable que l'on placerait mieux selon la Chambre du Commerce dans des politiques de renforcement de la compétitivité de l'économie luxembourgeoise, voire dans un fonds souverain. L'idée d'un tel instrument avait d'ailleurs été lancée par la même Chambre il y a quelque temps. Son objectif, à l'instar des fonds souverains des pays pétroliers par exemple: y économiser et faire fructifier une partie des fruits d'une bonne conjoncture pour pouvoir y puiser en cas d'obsolescence de secteurs-clé de l'économie ou pour bâtir d'autres compétences lorsque l'opportunité se présente. Une suggestion que les décideurs politiques avaient accueilli avec la question: mais où trouver les moyens pour alimenter un tel fonds?

Par exemple en analysant de près l'efficience des dépenses publiques en matière de santé, d'enseignement, d'ordre et de sécurité publique et de prestations familiales et en dégageant les conséquences nécessaires pour la maîtrise de ces dépenses. Ainsi, les dépenses de santé sont extrêmement élevés au Luxembourg en comparaison internationale. Or, le résultat, que la Chambre de Commerce mesure en espérance de vie en bonne santé y est plutôt médian. Ainsi, le Grand-Duché se trouve au top des dépenses par tête d'habitant en ce qui concerne les dépenses pour l'enseignement - même sans compter les salaires des enseignants. Pourtant, les études PISA montrent des résultats assez médiocres du système en comparaison internationale. Même sans considérer les facteurs renchérisants qui interviennent dans les coûts de l'éducation, comme le défi linguistique ou encore les conditions de vie des parents, la Chambre voit ici un «énorme» potentiel d'économies.

Même constat pour les prestations familiales: en face d'un «input» élevé, un «output» qui ne se traduit pas forcément une meilleure adéquation entre famille et travail et plus précisément une hausse du taux de travail féminin au Grand-Duché. Pour la Chambre de Commerce, le constat d'efficience au niveau des prestations familiales confirme aussi «le bien fondé de la poursuite de la non-indexation, d'un accueil renforcé de la petite enfance et d'une grande prudence à l'égard de l'allocation et du forfait d'éducation», comme on peut le lire dans une présentation. Evidemment, en fin de compte, «les arbitrages reviennent aux décideurs politiques», comme l'a souligné l'économiste-en-chef de la Chambre de Commerce, Carlo Thelen.

Un travail de longue haleine

Si la Chambre ne recommande pas une mise en pratique intégrale et immédiate des économies - théoriques - citées plus haut, ses calculs constituent à ses yeux cependant un solide argument pour une convergence graduelle vers les pays les plus efficaces sous la forme d'une limitation de la croissance des dépenses publiques, qui resterait positive. La Chambre pourrait s'imaginer par exemple un objectif de diminution graduelle de 2% des dépenses par an sur une période de 20 ans.

Le préalable en serait une réforme structurelle du budget à l'image de celles entamées par d'autres pays, un recours systématique aux analyses coûts-bénéfices en ce qui concerne les grands projets d'infrastructures et l'instauration d'une procédure de réévaluation des politiques. Le tout sera à préparer par un comité d'experts et la conduite de projets-pilotes. A voir si la politique compte s'engager dans une telle discussion. > c.

- > Le détail des propositions se trouve dans la publication «Actualité et Tendances» de la Chambre de Commerce. Elle est disponible sur www.cc.lu